

Projet Éducation des filles pour un avenir meilleur dans
la région des Grands Lacs africains (ÉDUFAM) • 2020-2025

AMÉLIORER L'ÉDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES AU
BURUNDI, EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ET
AU RWANDA

Rapport d'impact

Projet **ÉDU
FAM**



© ÉDUFAM



L'éducation de
qualité pour tous



En partenariat avec

Canada

La région des Grands Lacs en Afrique de l'Est connaît une forte instabilité et de multiples crises, qui provoquent d'importants déplacements de populations internes et externes. Ces mouvements perturbent la vie sociale et le parcours éducatif des enfants, en particulier des filles et des adolescentes, aux cycles primaire et secondaire.

D'une durée de cinq ans (2020-2025), le projet Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM) **facilite une éducation de qualité et inclusive pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les zones particulièrement touchées par les déplacements de population au Rwanda, Burundi et en République démocratique du Congo (RDC)**. Il s'adresse notamment aux filles des communautés locales ou réfugiées, déplacées, et/ou en situation de handicap, pour favoriser leur autonomisation par l'éducation.



Bien que le Rwanda possède l'un des taux de scolarisation les plus élevés du continent africain, les filles sont plus concernées par l'abandon scolaire, notamment en raison des grossesses précoces et de violences sexuelles et basées sur le genre.

Au Burundi, **31 % des femmes et des filles** de plus de 15 ans sont analphabètes
(Banque Mondiale, 2022)

En RDC, **3 femmes sur 10** ont été mariées avant l'âge de 18 ans et, parmi elles, 66 % ont subi une grossesse précoce
(UNICEF, 2022)

Le projet ÉDUFAM est réalisé en consortium entre la Fondation Paul Gérin-Lajoie et le CECI, avec l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada. Il allie les expertises de la Fondation Paul Gérin-Lajoie et du CECI en matière d'accès à l'éducation à tous les stades de la vie, en égalité femmes-hommes et dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre – principaux obstacles à l'éducation des filles vivant dans des zones de conflits – ainsi que celle de partenaires nationaux et régionaux ancrés au sein des communautés ciblées, afin de leur offrir un accompagnement de proximité et durable.

Zones d'intervention du projet

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Lusenda, territoire de Fizi,
Province du Sud-Kivu



RWANDA

Mahama, district de
Kirehe, Province de l'Est



BURUNDI

Kinama, commune
de Gasorwe,
Province du Muyinga



Partenaires du projet

Partenaires nationaux

Au Burundi :

- Collectif des associations et ONG féminines du Burundi (CAFEB)

En RDC :

- Caritas Développement Goma
- Collectif des organisations féministes agissant en synergie (COFAS)

Au Rwanda :

- Maison Shalom
- Pro-Femmes / Twese Hamwe

Partenaire régional

- Concertation des collectifs des associations féminines dans la région des Grands Lacs (COCAFEM / GL)

Partenaires techniques

- Humanité et Inclusion (HI)
- Forum for African Women Educationalists (FAWE)

LE PROJET ÉDUFAM EN UN COUP D'ŒIL

3 communautés accompagnées

25 000

filles, adolescentes et femmes, y compris réfugiées et déplacées, rejointes

3 500

filles et adolescentes en difficulté d'apprentissage et à risque d'abandon accompagnées pour se maintenir à l'école (grâce notamment au soutien scolaire)

24

écoles primaires et secondaires transformées en écoles sensibles au genre

2 500

personnes formées sur l'approche des contrats sociaux

96

relais communautaires mettent en œuvre les suivis individuels co-développés avec des jeunes filles réfugiées ou déplacées

2 800

filles et adolescentes non scolarisées ou déscolarisées, parmi les plus vulnérables, accompagnées pour intégrer ou réintégrer l'école depuis le début du projet

Tous les chiffres mentionnés dans ce rapport proviennent de la collecte de données réalisée dans le cadre du projet.

LE MODÈLE ÉDUFAM : 4 APPROCHES COMPLÉMENTAIRES POUR UN PARCOURS COMPLET VERS LA SCOLARISATION

CONTRAT SOCIAL

Implique et engage les leaders des communautés, parfois en opposition dans des contextes complexes, pour sceller un pacte garantissant le droit à l'éducation des filles et lever les barrières à leur scolarisation.

SUIVI PERSONNALISÉ

Accompagnement personnalisé de plus de jeunes filles en tenant compte de leurs besoins spécifiques et travail approfondi avec les familles dont elles sont issues.

CENTRE D'EXCELLENCE

Transformation des écoles et structures scolaires en écoles sensibles au genre; un environnement plus propice pour les filles avec des espaces sûrs.

VOIX ET LEADERSHIP FÉMININ

Compétences accrues de leadership et d'influence des filles pour un meilleur respect de leurs droits.

DES CHANGEMENTS CONCRETS

- 1 / Les communautés, y compris réfugiées, s'approprient davantage l'éducation des filles**
- 2 / Les filles et adolescentes accèdent plus facilement à l'éducation et à la formation professionnelle**
- 3 / L'éducation est plus sensible au genre et plus inclusive**
- 4 / Le leadership des femmes, des filles et des adolescentes s'accroît**

Les changements au sein des communautés accompagnées sont significatifs. Par son approche innovante proposant un parcours d'accompagnement complet vers la scolarité, depuis la famille jusqu'à l'école ou la formation professionnelle, le projet ÉDUFAM a permis à des milliers de filles et d'adolescentes, y compris réfugiées et déplacées, de retourner à l'école ou de s'y maintenir ou de rejoindre une formation professionnelle.

Jeunes filles dans une école dite « centre d'excellence » du projet ÉDUFAM en RDC.



1 / LES COMMUNAUTÉS S'APPROPRIENT DAVANTAGE L'ÉDUCATION DES FILLES

La signature de contrats sociaux – documents formalisant l'engagement des communautés en faveur de la scolarisation des filles – a favorisé une prise de conscience des différents obstacles à leur éducation, en particulier les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). Les contrats sociaux comprennent des plans de travail co-construits pour surmonter les obstacles à l'accès, au maintien et à la réussite scolaire, accompagnés de mécanismes de suivi et de redevabilité communautaire. **Les membres des communautés d'accueil et réfugiées rejointes y sont désormais attentives et se mobilisent au quotidien pour les surmonter, devenant de véritables actrices de changement.**

Les campagnes de sensibilisation et les accompagnements individuels des personnes relais communautaires formées par le projet ont permis d'ouvrir le **dialogue entre les filles et leurs parents** sur la question de l'éducation, favorisant un soutien familial et la déconstruction des stéréotypes de genres défavorables aux droits des filles.

On observe un soutien grandissant à l'éducation des filles et adolescentes au sein des communautés d'accueil et réfugiées qui s'engagent davantage ensemble dans sa promotion, mettent en place des initiatives pour sensibiliser leurs pairs, prévenir les violences et protéger les filles et s'impliquent dans la gestion des écoles, favorisant leur scolarisation. Les filles elles-mêmes ont changé d'attitude : aller à l'école est devenu une source de fierté, et elles souhaitent poursuivre leurs études aussi longtemps qu'elles le peuvent.

L'évolution collective des mentalités facilite l'accès des filles et adolescentes à l'école, dont le droit à l'éducation est compris, accepté et promu.

Avant l'appui du projet, je partageais l'avis que les filles doivent rester à la maison et s'occuper des travaux ménagers, que leur éducation importe peu. Suite à l'accompagnement du projet ÉDUFAM, j'ai appris que les filles ont les mêmes droits que les garçons, qu'elles peuvent apprendre et bénéficier des connaissances au même titre que les garçons, et qu'elles peuvent faire ce que les garçons font, fréquenter les mêmes sections/filières qu'eux.

— Christine, 23 ans, commune de Gasorwe, Burundi



100 % des parents et des leaders communautaires

dans les zones ciblées sont désormais convaincus que les filles et les adolescentes ont les mêmes droits que les garçons (contre 57 % au lancement du projet).



100 % sont favorables à la scolarisation des filles et des adolescentes

(contre 87 % au lancement du projet).



Plus de 1 700 séances de dialogues

communautaires réalisées, dont 1/3 en moyenne par des hommes.

2 / LES FILLES ACCÈDENT PLUS FACILEMENT À L'ÉDUCATION

Les normes sociales et culturelles évoluent

Les pratiques et les attitudes des hommes et des garçons changent ; ils soutiennent davantage les filles en cas de violences sexuelles et basées sur le genre et de grossesses précoces, partagent plus équitablement les tâches familiales et scolaires, participent à la lutte contre les mariages précoces, et font preuve de sensibilité face aux défis que vivent les filles.



Plus de 500 hommes se perçoivent comme des agents de changement en faveur de l'éducation des filles et de la promotion de la masculinité positive, et ont réalisé huit campagnes de sensibilisation dans les écoles sur la lutte contre les VSBG et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Avant la venue du projet, on n'avait pas vraiment conscience de nos capacités en tant que femmes. Maintenant, nous nous regroupons pour nous former à l'entrepreneuriat féminin. Ensemble, nous avons créé une caisse de solidarité qui nous permet d'avoir des champs à cultiver et même un restaurant pour notre club. Ceci permet à nos enfants d'aller à l'école.

— Espérance, membre d'un club de femmes appuyé par le projet ÉDUFAM en RDC

Les ressources économiques familiales augmentent

Des centaines de filles ont bénéficié de bourses scolaires et de soutien matériel, qui leur ont permis de retourner ou de rester à l'école et de maintenir une bonne assiduité.

Par ailleurs, grâce au renforcement de leurs activités génératrices de revenu et au déploiement d'une approche collective d'épargne et de crédit, les mères de famille ont renforcé leur stabilité économique à long terme et peuvent désormais assumer les coûts liés à l'éducation de leur(s) fille(s).

Les barrières économiques qui limitaient l'accès des filles à l'école à moyen et long terme ont été levées, impulsant un changement durable et l'utilisation des ressources économiques familiales.



888 filles et adolescentes en situation de vulnérabilité ont bénéficié de bourses de scolarisation.



Les activités génératrices de revenu de **1 073 femmes** ont été renforcées.



97 % des mères ayant bénéficié d'appui pour leurs activités génératrices de revenu ont confiance en leur capacité d'assumer les coûts liés à l'éducation de leurs filles.

La formation professionnelle est plus inclusive

Grâce aux actions menées dans le cadre du projet ÉDUFAM, les programmes et l'enseignement de la formation professionnelle sont mieux adaptés aux adolescentes et aux jeunes femmes n'ayant pas la possibilité de réintégrer l'école formelle.

Les filles rejoignent et terminent davantage les formations professionnelles, parfois dans des secteurs non traditionnels pour les femmes. Avec l'accompagnement vers l'emploi, elles trouvent du travail ou lancent leur entreprise plus facilement, favorisant leur autonomie.

Les programmes sont plus accessibles

La promotion du mentorat ainsi que le renforcement des programmes de rattrapage scolaire ont favorisé l'intégration ou la réintégration des filles dans les écoles. Les membres des communautés ciblées réfèrent désormais les filles non scolarisées ou déscolarisées vers les dispositifs de rattrapage scolaire ou de transition pour leur permettre de retrouver les bancs de l'école ou une formation adaptée.



122 groupes d'études et de mentorat sont actifs dans les écoles, assurant le soutien scolaire des élèves en difficulté, notamment pour celles et ceux dans les classes à test.



Plus de 950 filles et adolescentes ont bénéficié de programmes de rattrapage et 99 % d'entre elles en sont satisfaites.



19 programmes de formation professionnelle de qualité, inclusifs et adaptés aux besoins des filles, adolescentes et femmes hors du système scolaire formel ont été mis en œuvre ou renforcés.



562 apprenantes ont complété un programme de formation technique et professionnelle, dont certaines dans des filières non traditionnelles pour les femmes telles que la mécanique, la construction, l'électricité, la soudure ou le maniement des engins lourds.



89 % des finissantes des programmes de formation professionnelle ont été accompagnées vers l'emploi, créant notamment **plus de 150 entreprises.**

Jeunes filles formées en boulangerie par le projet ÉDUFAM





Des écolières sur le chemin de l'école au camp de Mahama

3 / L'ÉDUCATION EST PLUS SENSIBLE AU GENRE ET PLUS INCLUSIVE

L'offre éducative est accessible, de qualité, inclusive et adaptée aux besoins des filles

Avec le projet ÉDUFAM, les pratiques éducatives évoluent et deviennent plus inclusives. S'inspirant du modèle des centres d'excellence de son partenaire, le *Forum for African Women Educationalists (FAWE)*, 24 écoles ont été accompagnées et répondent désormais à au moins six des huit critères définissant une école sensible au genre.

Les comités de gestion scolaire, les personnels administratifs et de direction, ainsi que le personnel enseignant, formés en pédagogie sensible au genre, ajustent leurs pratiques et forment à leur tour les nouveaux-elles arrivant-e-s sur ces approches, garantissant une éducation de qualité pour les filles de façon durable.

Les pratiques d'enseignement et d'apprentissage sont plus inclusives et plus adaptées aux filles, contribuant à garantir leur présence et leur assiduité.



97 % des filles scolarisées sont satisfaites de la qualité de l'enseignement contre 71 % au démarrage du projet.



46 dispositifs de veille et de rapportage mis en place ou renforcés au sein des écoles et des communautés pour évaluer la qualité de l'éducation et suivre l'intégration du genre dans les écoles.



844 membres des personnels administratif et enseignant formés sur les pratiques éducatives participatives, inclusives et sensibles au genre, au handicap et aux conflits.



997 acteurs-trices de l'éducation et plus de 28 000 élèves formés sur les VSBG, la prévention, les inégalités entre les genres et les mécanismes de signalement et de référencement.



99 % des enseignant-e-s et des gestionnaires des écoles ont mis en œuvre des changements dans leurs pratiques pour répondre aux besoins particuliers des filles et adolescentes.

L'environnement est sensible au genre et sécuritaire

Les infrastructures scolaires ont été réhabilitées, les équipements adaptés et modernisés, et les locaux sont désormais plus sains et sensibles au genre. Des espaces sûrs dédiés aux filles scolarisées ont été créés, favorisant le repos et des discussions avec des femmes volontaires responsables de leur supervision, formées par le projet. Les filles y trouvent également des informations et des conseils en matière de santé sexuelle et reproductive.

La mise en place de procédures de prévention, d'alertes et de référencement pour les cas de violences sexuelles et basées sur le genre en milieu scolaire, combinée à la formation de points focaux, contribue à renforcer la sécurité des filles. Cette protection s'étend même en dehors de l'école, avec des initiatives telles que l'installation de clôtures ou l'implication de patrouilleurs sur les chemins des écoles ou encore la mise en place d'une plateforme numérique innovante pour prévenir et gérer les violences basées sur le genre dans les milieux éducatifs..

Suite aux actions du projet et aux plaidoyers des comités sociaux, des actions sont également mises en place pour adapter les infrastructures et les programmes aux filles vivant avec un handicap.



24 écoles ont bénéficié de travaux, d'installations et d'équipements plus inclusifs.



92 % des filles se sentent désormais en sécurité à l'école, contre 44 % au début du projet.

Cet espace sûr est d'une grande importance pour les jeunes filles. Il constitue un lieu sécurisé où elles peuvent librement chercher des conseils ou des orientations, à l'abri des regards indiscrets et des situations humiliantes. [...] Elles peuvent également s'y reposer lorsqu'elles ont leurs menstruations au lieu de rentrer chez elles, ce qui leur permet de retourner en classe ensuite.

— Salomé Ingabire, Animatrice des espaces sûrs, école G.S Paysannat L, camp de Mahama, Rwanda

L'histoire de Charlotte, 17 ans, secteur de Mahama, Rwanda

Atteinte d'un handicap physique, Charlotte n'a jamais pu aller à l'école. Grâce au projet, elle a bénéficié d'un appui psychosocial et ses parents ont été sensibilisés à l'importance de sa scolarisation. La mobilisation du comité de suivi du contrat social lui a permis de se procurer une chaise roulante, et d'être accompagnée sur le chemin de l'école. Désormais en primaire, elle réussit très bien en classe et se mobilise au sein d'un club de filles de son école.



© ÉDUFAM

4 / LE LEADERSHIP DES FEMMES ET DES FILLES S'ACCROÎT

Les femmes et les filles ont renforcé leurs compétences et leur capacité à influencer les causes des inégalités entre les genres. La participation féminine au sein des organes de gouvernance et de coordination et des espaces d'échange liés à l'éducation est en forte hausse.

Les clubs de filles scolarisées et les groupements de femmes et de filles non scolarisées ayant été outillées par le projet plaident désormais pour leur cause et participent activement aux espaces décisionnels au sein de leurs écoles et de leur communauté. Les femmes ont également renforcé leur leadership et leur influence au sein de leur famille, se positionnant comme agentes de

changement en faveur de l'éducation des filles et de la lutte contre les violences. Cette influence s'étend aux organisations de défense de leurs droits, où elles prennent position et se mobilisent pour prioriser les enjeux d'éducation et mettre en place des actions concrètes.

Grâce aux actions menées dans le cadre du projet, ces organisations, et en particulier la Concertation des collectifs des associations féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEM GL), partenaire du projet, ont par ailleurs **renforcé leurs capacités de plaidoyer et d'influence sur les politiques locales et nationales.**



97 % des filles, des adolescentes et des femmes participent désormais activement aux mécanismes de gouvernance, de coordination ou aux espaces d'échange liés à l'éducation, contre 19 % au début du projet.



89 % revendiquent leur droit à l'éducation, contre 68 % au début du projet.



69 % des femmes et des filles membres des structures de gestion scolaire ayant été renforcées se sentent à l'aise de prendre la parole et de participer aux espaces décisionnels, contre 43 % au début du projet.



44 plans d'actions développés et suivis pour une meilleure participation des femmes dans les structures de gestion scolaire.



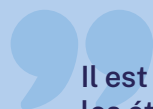
98 % des femmes sont satisfaites de leur participation dans les espaces d'échange entre les communautés réfugiées, déplacées ou retournées et d'accueil sur les enjeux liés à l'éducation des filles.

En RDC, on note une progression de l'accès des femmes aux instances décisionnelles : elles représentent désormais 36 % des présidences des comités de parents d'élèves (il n'y en avait aucune au début du projet), et comptent pour 44 % de leurs membres. Elles représentent également un tiers des membres des comités de gestion scolaire, 40 % des membres du comité directeur du camp de Lusenda (parmi lesquelles la vice-présidente et vice-secrétaire) et 20 % des chef-fe-s des villages du camp (ils n'étaient que des hommes).

VERS L'AVENIR : UN MODÈLE PROMETTEUR

Le projet ÉDUFAM a démontré qu'une approche intégrée et inclusive peut transformer les dynamiques autour de l'éducation des filles et adolescentes. En mobilisant les communautés, en facilitant l'accès à une éducation sensible au genre, et en renforçant le leadership des femmes et des filles, le modèle ÉDUFAM offre un parcours complet vers la scolarisation et la rétention scolaire.

Les résultats obtenus témoignent du potentiel de ce modèle à être adapté et mis à l'échelle dans d'autres contextes. En travaillant en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux, ce cadre innovant pourrait répondre aux défis éducatifs et contribuer à la création d'environnements scolaires sûrs, inclusifs et propices à l'apprentissage pour toutes et tous.



Il est crucial de tirer des enseignements des succès du modèle et d'explorer comment les étendre à d'autres régions. Le modèle holistique, qui favorise les liens entre les filles, les familles, les écoles et les communautés, est le principal facteur de réussite de ce projet.

— Joseph Nsengimana, ministre de l'Éducation, Rwanda

Projet EDUFAM

Fondation Paul Gérin-Lajoie | fondationpjl.ca

CECI | ceci.org

Ce rapport met en lumière l'impact du projet en s'appuyant sur les résultats obtenus directement à travers les activités mises en œuvre. Les données présentées reflètent les observations et les contributions des partenaires et des communautés impliquées, telles qu'elles ont été recueillies tout au long du projet. Ce document vise à illustrer les avancées réalisées et les apprentissages, tout en reconnaissant les limites liées au contexte et aux informations disponibles.

